

Tout passe par Genève dans la lutte antimines (13/11/2003)

ANDRÉS ALLEMAND

Photo Laurent Guiraud



- Le Conseil de sécurité de l'ONU honore aujourd'hui l'expertise genevoise
- Le Centre international de déminage fondé par la Suisse est devenu incontournable
- L'ONG Handicap International dénonce la dangerosité des sous-munitions.

C'est un petit pas pour Martin Dahinden (photo) mais un grand pas pour la Suisse. Directeur du Centre international de déminage humanitaire (CIDH) à Genève, l'ambassadeur helvétique s'exprime aujourd'hui à New York devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Sur la demande du secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Marie Guéhenno, notre expert s'en va présenter aux quinze "sages" un outil devenu indispensable ainsi que des normes aujourd'hui incontournables. Et surtout, quelques pistes très pointues pour aborder le plus brûlant des débats humanitaires: quel rôle octroyer aux militaires. Bref, les Grands de ce monde consultent la référence en matière de déminage. Cela s'appelle une consécration.

Bien sûr, le CIDH avait déjà reçu pour mandat en 2001, à peine trois ans après sa fondation, de fonctionner comme secrétariat technique pour le Traité d'Ottawa, qui depuis 1997 interdit l'utilisation, le stockage, la production et le transfert de mines antipersonnel. En soi, c'était déjà une belle victoire pour la Suisse et ses trois centres techniques internationaux développés au bout du lac les deux autres étant le Centre de politique de sécurité (1995) et le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (2000). Une bonne nouvelle, également, pour la Genève internationale, qui abrite d'essentiels centres d'expertise en matière de lutte contre les mines. La convocation du Conseil de sécurité sanctionne donc le niveau d'excellence acquis dans la cité de Calvin.

Une précision vitale

Que dira Martin Dahinden à New York? L'ambassadeur présentera d'abord un outil devenu indispensable: le logiciel IMSMA, développé en 1999 par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. L'imprononçable acronyme cache un système de gestion de l'information pour la lutte antimines, qui permet d'agir

largage (hauteur, vitesse et direction du vent), zones prioritaires à déminer, marquage du danger...

A ce jour, 36 armées ont adopté ce logiciel, qui a fait ses preuves au Kosovo, puis au Liban, à Chypre, au Sahara occidental, dans la Corne de l'Afrique et très récemment en Afghanistan et en Irak. Mis à disposition des équipes de démineurs (souvent liés aux ONG), il sauve un nombre considérable de vies humaines. "Au Kosovo, le déminage humanitaire a pu commencer immédiatement après la fin du conflit, grâce aux données répertoriées tout au long des hostilités par les forces britanniques", explique Martin Dahinden. En l'occurrence, l'aviation lâchait des bombes à fragmentation. Or, celles qui n'explosent pas, fonctionnent ensuite comme des mines antipersonnel.

Le hic, c'est que la plupart des troupes de maintien de la paix de l'ONU sont mises à disposition par les pays en développement, dont beaucoup n'ont pas adopté ce logiciel. Faute de moyens et de formation. L'appui du Conseil de sécurité leur sera indispensable.

Course contre la montre

A New York, Martin Dahinden doit ensuite vanter les mérites des Normes, c'est-à-dire des Normes internationales de lutte antimines. Un nom rébarbatif pour un document vital, dont la première ébauche en 2001 a été suivie cette année d'une édition plus complète. "La vie des démineurs et de la population locale dépend très directement de la qualité du travail de "nettoyage" et d'un marquage évident des zones à risque", poursuit l'ambassadeur. L'objectif, là encore, c'est de gagner un temps précieux.

"Les militaires ont beau avoir déblayé un terrain, par exemple pour laisser passer des blindés, les humanitaires doivent souvent recommencer à zéro pour garantir la vie sauve au paysan qui labourera ce champ. Cela s'est produit en Bosnie." Commandé par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, cet ensemble de règles est appelé à devenir un document officiel des Nations Unies.

Que faire des militaires?

Le rôle des militaires dans le travail humanitaire, voilà bien un sujet qui fâche. Dans ce débat "souvent doctrinaire" entre les premiers et les seconds, Martin Dahinden apporte aujourd'hui les conclusions de l'étude confiée par l'ONU à son centre, basées sur plusieurs études de cas: Bosnie, Cambodge, Ethiopie, Liban et Nicaragua.

"Les militaires sont excellents pour identifier un explosif, mais leurs normes de déminage ne suffisent pas pour un usage civil des terrains. Ils ne sont pas non plus capables de mettre sur pied de vastes campagnes de sensibilisation ou des opérations de repérage à l'échelle d'une province. Cela implique de connaître par exemple les besoins en eau d'une population, de comprendre ses priorités économiques ou encore de gérer le travail de nombreuses équipes humanitaires. Par contre, les militaires détiennent la meilleure expertise en matière de destruction des stocks", assure l'ambassadeur. A méditer.

Handicap International pointe du doigt les armes à sous-munitions

C'est également à Genève que se prépare la lutte contre un nouveau fléau apparu lors des conflits les plus récents: les systèmes d'armes à sous-munitions. Selon Handicap International les populations civiles sont de plus en plus exposées aux très nombreux résidus d'explosifs de guerre dont "ces redoutables sous-munitions non explosées qui sont activées par les victimes elles-mêmes". L'ONG basée à Lyon a été amenée à se spécialiser dans le déminage de ces armes "instables et puissantes" au Kosovo et en Irak. Après les mines antipersonnel, ces sous munitions constituent à l'évidence le plus grave danger. Des armes largement répandues en raison de leur rapport coût-efficacité et de leur impact psychologique. Elles recouvrent aussi bien des munitions antichar, des munitions antipersonnel ou des munitions incendiaires, combinant quelquefois ces trois caractéristiques. Leur mécanismes de mise à feu leur permet souvent de se déclencher après l'impact au sol. Dans ce dernier cas, le délai peut aller de quelques heures à plusieurs jours, ce qui les rend en tous points comparables aux mines antipersonnel du point de vue de la dangerosité envers les populations civiles. Aujourd'hui même, Handicap International lance une nouvelle "Coalition contre ces "sous-munitions" en marge de la Conférence sur les armes conventionnelles (CWW) qui aura lieu entre le 17 et le 28 novembre, toujours à Genève.

L'objectif consiste à obtenir l'arrêt de leur utilisation et de leur production; des ressources accrues pour assister les personnes affectées et la reconnaissance par leurs utilisateurs de leur responsabilité en matière de déminage, de marquage des zones et de sensibilisation des populations.

(jc)